



Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
'IV^e Internationale'

Briseurs de grève!

« ... Les Socialistes veulent un mouvement syndical indépendant de tous les partis, y compris le leur... »

« Puisque le parti communiste semble pour le moins trouver inopportune la grève de la Métallurgie parisienne, puisque la Fédération des Métaux n'a pas donné et ne semble pas vouloir donner l'ordre de cessation du travail... les Amicales socialistes ne sont que plus à l'aise pour demander à tous les socialistes et sympathisants d'abandonner un mouvement dont personne ne revendique la responsabilité et de cesser la grève... »
(« Populaire » du lundi 28 mars 1938.)

De ceci, il résulte : 1° Que la S.F.I.O. dit aux prolétaires en lutte : **CESSEZ LA GREVE !**

2° Que pour ce rôle de « briseur de grève », elle prend prétexte du mutisme du parti stalinien et de la carence totale de la Fédération des Métaux.

3° Que S.F.I.O., staliniens et directions syndicales peuvent polémique âprement ou doncereusement, les unes et les autres agissent effectivement en briseurs de grèves.

« L'indépendance du Syndicalisme », accommodée à cette sauce, permet aux uns de ne pas prendre leur responsabilité et aux autres de désorganiser une lutte prolétarienne. **PAR LA LUTTE CREEERAIT DES DIFFICULTES AU GOUVERNEMENT.**

Le patronat fasciste est bien servi par le Front populaire !

Pour la grève, pour l'action révolutionnaire, Conseils ouvriers d'entreprises, Congrès des usines !

Le meeting de Buffalo

A l'action ! A l'Action !...

C'est à ce cri qu'au meeting de Buffalo, samedi dernier, furent accueillis le président Hénaff et le secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, qui, de rage, quitta la tribune.

Dans « l'Humanité » de dimanche, sous la signature de Gitton, on met cet incident sur le compte des Trotskyistes, agents provocateurs, des incontrôlables et même des Amicales socialistes à qui on reproche l'édition de tracts attaquant la direction du Syndicat des Métaux Parisiens.

Or, ce que l'on doit déjà répondre à ceux qui trahissent depuis de longues années et de longs mois le prolétariat, les Jouhaux, Gitton, Hénaff et Cie, c'est que ce ne sont pas quelques cris qui auraient pu empêcher le ténor Jouhaux de parler devant les 15.000 ouvriers parisiens assemblés, mais c'est à une grosse majorité que ces mêmes ouvriers ont crié : A l'action ! à l'action !, manifestant ainsi leur mécontentement.

Les causes de cette réaction ouvrière, vous les connaissez mieux que quiconque. Déjà, dans bon nombre de meetings et dans les réunions même de renouvellement de directions de syndicats ou de délégués d'ateliers, un certain nombre d'entre vous, tel Hénaff, ont ramassé quelques vestes. Les défaits des camarades de l'Alimentation, des Transports, des Produits Chimiques, et aujourd'hui celle de la Métallurgie que vous préparez, en sont les véritables causes et la réaction violente des ouvriers envers leurs directions syndicales.

Hénaff et Raynaud, au cours de leurs interventions, ont précisé que ce n'était pas au cours d'un

Quand 35.000 métallos luttent contre le patronat...

Face à la bête Trotskyste !

écrivent les Staliniens dirigeants
la C.E. locale des Métaux



Trente-cinq mille prolétaires de la métallurgie parisienne sont en grève. Grand remue-ménage chez les quelque trente-cinq dirigeants d'organisations politiques et syndicales qui prétendent représenter la Métallurgie dans le Front populaire.

A la Présidence du Conseil, hôtel Matignon, Blum, Dormoy, Auriol reçoivent Jouhaux, Hénaff, Croizat et Doury.

Paris-Midi peut écrire ensuite : Désavouée par les organisations d'extrême-gauche, la grève de la métallurgie doit prendre fin ce soir.

N'en déplaise aux pontifes, la décision dépend avant tout de la classe ouvrière ; pour elle, l'ennemi est avant tout le grand patronat exploiteur ; toute lutte de classe est une question de force et c'est dans la mesure où toute la métallurgie entre dans le mouvement et coordonne ses efforts que le prolétaire peut, sur le patronat de combat, marquer un point.

Quel est l'intérêt de classe du patronat, sinon localiser le conflit ? Quiconque agit dans ce sens sert directement le patronat et agit contre les travailleurs.

Et les tentatives de diversion, et les manœuvres de division s'accroissent.

Les staliniens de l'usine Citroën-Javel s'adressent aux grévistes « Nous ne désapprouvons pas VOTRE mouvement... la grève que vous avez déclenchée, mais... » Impossible de mieux signifier qu'ils n'entendent accepter aucune responsabilité dans ce mouvement prolétarien ! Impossible aussi de mieux faire comprendre à la bourgeoisie : Tu peux déclencher TA répression. Tels Ponce-Pilate, nous nous en lavons les mains !

font mieux encore : ils s'adressent aux staliniens de los déjà en lutte contre le patronat, et à ceux qui se disposent à suivre le mouvement et leur crient : L'ennemi n° 1, c'est la bête trotskyste ! Il faut faire face à la bête trotskyste !

Ce sont évidemment des milliers de trotskyistes qui ont conspué Jouhaux à Buffalo, qui font mettre en liberté les six cagoullards de Clermont-Ferrand, qui libèrent Troncoso, qui étouffent le « grand complot » découvert par Dormoy, de l'Intérieur, et par Bonny, de la C.G.T. !

« Union dans la discipline et l'indépendance du syndicat, ajoutent-ils. Pour aider puissamment les métallos en grève, camarades de Renault, faites une absolue confiance au Syndicat des Métaux et à ses mots d'ordre. »

Dans le même tract, la « bête trotskyste » est accusée de vouloir désunir la classe ouvrière et de préparer l'anéantissement du Front populaire.

Nous ne nous attardons pas à souligner la conception singulière que ces dirigeants syndicaux ont de l'indépendance syndicale. Mais la bête trotskyste, qu'il faut abattre pour la plus grande tranquillité du patronat fasciste et du stalinisme, a des crocs et fera toujours face à la meute déchainée après elle.

Avec les prolétaires en lutte, contre le fascisme, le patronat et tous leurs valets, tel est notre mot d'ordre.

Le Front populaire a, depuis longtemps, signé lui-même sa propre abdication, et devant la menace grandissante d'un gouvernement pré-fasciste dit : de salut public, le prolétariat et les paysans ne trouveront de salut que dans l'élargissement de leur action de classe, dont ils tiendront eux-mêmes les leviers.

Plus que jamais, vive la grève générale des métallos. Rassemblement pour un Congrès des entreprises !

En toute indépendance syndicale ? Non. En toute indépendance de classe !

meeting que les ouvriers devaient manifester leur désaccord, et permettre à la bourgeoisie et au patronat de profiter de ces manifestations pour renforcer leur arrogance et leur intransigeance. Mais, pour cela, il faudrait que ceux qui, aujourd'hui, veulent prêcher le calme, la discipline, se réclamant de la démocratie ouvrière, soient au moins les premiers à la respecter et à l'appliquer.

La réaction ouvrière de samedi et le petit nombre d'ouvriers au meeting proviennent d'un mécontentement et de la méfiance des ouvriers envers les dirigeants des syndicats.

Péril intérieur et péril extérieur ; les ouvriers comprennent que la défaite du prolétariat espagnol sera leur propre défaite, et le renforcement du fascisme dans leur propre pays. Déjà un grand nombre abandonne les syndicats et va, sous certaines pressions, renforcer les syndicats fascistes que la liberté dont jouissent les Doriot, de La Rocque et consorts, permet d'organiser.

Que les Jouhaux, Hénaff, Raynaud, Thorez, Blum, responsables par leur soutien de la bourgeoisie française ne cherchent pas ailleurs les provocateurs ou les agents du Patronat, ce sont eux, préférant jouir du régime capitaliste que de l'abattre.

Contre ceux qui se font les défenseurs du capitalisme français,

Contre ceux qui, par la calomnie ou le mensonge, préparent l'assassinat comme en U.R.S.S. et en Espagne, des militants révolutionnaires, les ouvriers sauront choisir !

La 3^{me} Internationale, comme la seconde, est bien morte

S I un doute pouvait subsister à ce sujet, l'attitude des P.C. autrichien, tchécoslovaque et allemand dans les derniers événements suffirait à le dissiper.

En Autriche, le P.C. ne trouva rien de mieux que d'appeler les ouvriers à entrer dans le front patriotique Dolfuss-Schuschnigg, leurs assassins de 1934. Le résultat ne se fit guère attendre ; le lendemain, les prolétaires qui manifestaient pour Schuschnigg se faisaient matraquer par la police du Jésuite, la même qui avait déjà, quelques années plus tôt, dissous par la force les syndicats et partis prolétaires.

En Tchécoslovaquie, c'est la même chanson, le P.C. se garde de tracer aux prolétaires tchèques, slovaques ou allemands un objectif de lutte propre contre Hitler d'une part et les banques françaises d'autre part ; là encore ce ne sont qu'appels au rassemblement et à l'union pour la défense de la « nation » et de la « démocratie » !

En Allemagne, le P.C. vient de lancer un manifeste clandestin pour le plébiscite. Pas un mot sur la nécessité d'opposer la révolution mondiale aux menaces de guerre ; pas un mot sur la préparation nécessaire de la guerre civile en Allemagne, seul moyen d'en finir avec Hitler.

Toute cette proclamation est du reste imprégnée de patriotisme. « Votez oui, c'est la fin de l'Allemagne. » « Votez non, c'est vouloir sauver l'Allemagne ! ». Le plus scandaleux c'est cependant l'apologie faite dans ce manifeste des « démocraties » qui font « des efforts » pour éviter la guerre ! En vérité, ce sont ces fameuses « démocraties » ses allemandes, ces impérialistes de Versailles qui ont favorisé la lutte contre la révolution montante d'après guerre et permis la défaite des prolétaires : allemand, hongrois, italien ; ce sont les « démocraties » qui ont ainsi fait le lit d'Hitler en Allemagne ; ce sont elles qui, par leur attitude, permettent la victoire de Franco-Hitler-Mussolini en Espagne ; ce sont elles qui, demain comme hier, s'entendront avec Hitler ou ses successeurs démocrates ou non, à chaque fois qu'il s'agira, en Allemagne, en France ou ailleurs, de mater des prolétaires luttant pour leur émancipation.

Oui, la III^e Internationale, l'Internationale révolutionnaire de Lénine et Trotsky, celle que nous avons connue, aimée, celle qui, « classe contre classe » ne poursuivait qu'un but : la Révolution Mondiale, est bien morte ! La classe bureaucratique et profiteuse, maîtresse en U.R.S.S., ne cherche aujourd'hui, après s'être débarrassée des compagnons de Lénine, après avoir aboli les Soviets, qu'à embrigader le prolétariat mondial au nom de la lutte antifasciste au service des intérêts de ses dangereux alliés : les impérialismes « franco-anglais-américain » (contre l'autre clan, les impérialismes italo-allemand-nippon). Quant à la révolution, ces « réalistes » et leurs valets en ont peur comme de la peste, et pour cause, la révolution ne tolère pas les gribouilles, les parasites, ni les traîtres, organisateurs de défaites partout.

Mais le prolétariat, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Allemagne comme en France, comprendra à travers ses dures expériences que la voie de Lénine et de Marx reste la bonne, que l'ennemi demeure le capitalisme international, fasciste ou démocratique, que, pour chaque peuple, l'ennemi est d'abord chez lui. Tôt ou tard, les exploités retrouveront dans la guerre civile et la fraternisation internationale le chemin de la victoire. Tous au travail pour construire l'arme nécessaire à cette victoire : le parti révolutionnaire internationaliste, la IV^e Internationale !

Métallo de chez Renault!

35.000 des tiens sont en grève chez Citroën, Gnome et Rhône, etc...

Toute la Métallurgie parisienne attend ce que, toi, tu vas faire : DEBRAYER et tous les Métallos occuperont les boîtes, comme en juin 36.

Les dirigeants de la C.G.T., de la Fédération, du Syndicat, se renvoient la balle, pour dégager les uns et les autres leurs responsabilités d'une grève dont ils ne veulent pas. Chez Rosengart, ils ont fait quitter la boîte vendredi à 18 heures aux copains qui l'occupaient. Ils sont aussi venus vendredi dans ton usine prêcher le calme aux gars de la tôlerie.

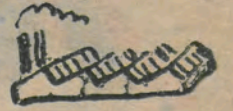
Avec le Gouvernement de Front populaire, ils veulent faire accepter aux grévistes la procédure d'arbitrage, une maigre augmentation aux dépens d'avantages ultérieurs.

Tous (C.G.T., Fédération, Syndicat, Front populaire...) sont contre la grève parce qu'ils sont plus soucieux de l'union sacrée et de la « défense nationale » (c'est-à-dire des intérêts des 200 familles) que de la défense des intérêts ouvriers.

Leurs arguments, on les trouve aussi sur les affiches du fasciste Doriot. Ils préfèrent trahir les gars de chez Citroën pour s'entendre avec leur patron, Michelin le Cagoulard.

Si la grève n'est pas élargie — comme nous, « trotskystes », c'est-à-dire communistes internationalistes, t'appelons à le faire — alors comme pour la SIMCA et Goodrich, ce serait au bout la défaite, donc TA défaite, le renforcement des Syndicats professionnels, la montée fasciste, la guerre.

Solidaires des copains, tu entreras à ton tour en lutte, tu imposeras un véritable contrat collectif, tu exigeras le rajustement des salaires, tu ne te laisseras pas voler ta victoire (comme après juin 36) en imposant le CONTROLE OUVRIER sur l'entreprise.



Hier, ce tract a déchainé les briseurs de grève contre la « bête trotskyste ». Métallos, diffusez-le !

Métallo !

Il faut faire grève, même par-dessus la direction syndicale. Comme tu l'as fait en juin 36.

Elis ton COMITE DE GREVE. Un rassemblement des Comités de grève de toutes les boîtes (comme celui réalisé par les gars de chez Hotchkiss en juin 36), en prenant la direction de la lutte, la conservera dans tes mains, à l'abri des manœuvres et des divisions.

VIVE LA GREVE DE CHEZ RENAULT !

VIVE LA GREVE GENERALE !

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE. (IV^e Internationale)

CHEZ RENAULT

Vendredi, l'effervescence montait. Des copains voulaient débrayer, notamment à la tôlerie.

Des pétitions pour la grève commençaient à circuler. Mais les staliniens intervinrent pour les empêcher. Costes accourut aussi. Il est loin le temps où il prêchait la lutte aux exploités du « Seigneur de Billancourt ». Il parle maintenant poliment de M. Renault.

Lundi matin, les gars de chez Renault sont servis à profusion de tracts : la section locale des Métaux dit : il faut faire face à la bête trotskyste ». Elle a mobilisé au moins 60 ou 80 distributeurs qui sont collés aux portes. Nous nous rappelons une époque où il était bien difficile aux

distributeurs du syndicat de rester à plusieurs centaines de mètres aux abords du bain Renault sans être cueillis par la police.

Au métro, dans le métro, à l'entrée de l'île Seguin, le P.C.I. distribue le tract que nous reproduisons. Un tract ronéotypé du P.O.I. est également distribué à une sortie de métro.



Cueilli dans la

EN général, les patrons ont des larbins pour signer. Mais, en période de grève, ils éprouvent le besoin de passer eux-mêmes des communiqués, où leur mépris de ceux qui les enrichissent s'exprime avec un parfait cynisme.

Ainsi, en deux jours, la Société Gnome et Rhône a publié deux communiqués. Dans le premier, elle dénonce les salaires comme étant trop élevés, au moment où « le dividende aux actionnaires a dû être amputé de 50 % ».

Mais Gnome et Rhône ne dit pas à combien s'élèvent encore ces dividendes, cette dime prélevée sur le travail.

Ce premier communiqué se termine par une menace :

« En raison de l'agitation ouvrière dans la région parisienne et des nécessités de la défense nationale, la Société des moteurs français Gnome et Rhône pousse activement l'édification de ses nouvelles usines du Mans où seront transférés une partie des services de Kellermann. »

Dans le second communiqué, l'infamie s'épand largement :

« La maîtrise s'est retirée à la suite de l'introduction dans l'usine de boissons alcooliques qui ont provoqué un grave accident : un ouvrier tombé par une fenêtre du quatrième étage est dans un état désespéré. »

Les ouvriers de chez Gnome et Rhône ont relevé trois mensonges sur trois affirmations : retrait de la maîtrise, introduction de boissons alcooliques, état désespéré de l'ouvrier blessé.

La maison Gnome et Rhône s'est bien gardée de faire passer un communiqué quelques semaines auparavant lorsqu'un jeune ouvrier de 19 ans fut tué, déchiqueté par une hélice au banc d'essai.

Sur les grèves, « l'Humanité », comme « le Populaire » et « le Peuple » accordent une place aussi réduite que possible. La première page de « l'Humanité » nous apprend le résultat d'élections municipales et la présence

« des accordéonistes de « l'Humanité » parmi les grévistes de chez Citroën ». Ceux-ci auraient certainement accepté aussi que « l'Humanité » fasse un appel à l'extension de la grève dans les autres boîtes.

« Le Peuple » a publié un papier furibard de Jouhaux au sujet du meeting de Buffalo (officiellement 15.000 auditeurs) qui dura à peine une heure et quart. « Le Populaire » et « l'Humanité » reproduisent cet article, où l'on relève des phrases comme celles-ci :

« Un meeting populaire ne saurait avoir la même tenue que celle d'une assemblée de militants responsables, appelés à délibérer sur les problèmes dont il leur faut bien connaître la

MÉTALLOS EN LUTTE

Des groupes se forment, des discussions. Des responsables staliniens tentent d'ameuter les ouvriers de chez Renault contre les « provocateurs trotskystes ». Mais nos tracts seront lus, commentés.

Renault débrayera-t-il ou non, aujourd'hui lundi ? C'est la grève qui en grande partie se joue.

CHEZ ROSENGART

Chez Rosengart, à Neuilly, vendredi, l'équipe qui terminait à 2 heures resta à occuper la boîte. A 5 heures, tout le personnel occupa, en attendant les directives du syndicat. Celles-ci ne tardèrent pas : à 6 heures, elles arrivaient : évacuation des usines.

CHEZ FERODO (Saint-Ouen)

Grève unanime, déclenchée soudainement. Les responsables locaux du Syndicat des Métaux sont survenus ensuite, embarrassés : on aidera les grévistes, mais la grève c'est bien embêtant.

Une proposition d'un camarade de réunir les délégués de toutes les boîtes métallurgiques de Saint-Ouen pour décider l'action à mener fut repoussée par les responsables. Ensuite la Commission exécutive locale (entièrement stalinisée) consulta isolément chaque délégation de boîte, c'est-à-dire fit pression contre la grève ; et elle déclara ensuite : on a consulté tous les métallos de Saint-Ouen.

La direction de chez Ferodo commence l'intimidation en envoyant une lettre au domicile de chaque ouvrier. Elle en sera pour ses frais ; ses manœuvres ne réussiront pas. Mais il faut que le mouvement soit aux mains des grévistes et que la lutte soit élargie à toute la métallurgie.

ENTRE GREDINS

« L'Humanité » et « Ce Soir » ont violemment mis en cause les Amicales Socialistes. Dans « le Populaire », Desphelippon répond par un appel de briseur de grève ; la Fédération de la Seine — pivertiste s'il vous plaît — se dérobe : « elle désavoue formellement toute action qui serait de nature à porter atteinte à la cohésion des ouvriers engagés dans la bataille ». Ce n'est pas là une dénonciation de la trahison des dirigeants du syndicat. Non, car la Fédération de Marceau Pivert appelle les ouvriers socialistes à suivre les directives syndicales. Dans la colonne voisine, Desphelippon donne l'interprétation dépourvue d'équivoque : abandonner un mouvement dont personne ne revendique la responsabilité... cesser une grève.

Mais une autre histoire se greffe à ce sujet. « L'Humanité » et « Ce Soir » ont publié le texte d'un communiqué du Syndicat des Métaux, plus « complet » que le texte paru dans « le Populaire » et « le Peuple ». En effet, on y trouvait le paragraphe suivant :

« Elle s'étonne que des groupements dont les attaches avec le parti actuellement au pouvoir sont connues, publient et développent des

mots d'ordre en contradiction avec les conseils donnés par le chef du gouvernement. Elle leur demande de respecter la charte syndicale concernant l'ingérence de partis politiques dans le mouvement syndical. »

« Le Populaire » demande si « l'Humanité » complète les communiqués syndicaux qu'on lui adresse ou si le Syndicat des Métaux envoie des textes différents. Le même jour, la réponse se trouve dans « l'Humanité » :

Erratum. — Hier, « l'Humanité » a publié une résolution du Syndicat des Métaux de la région parisienne. Par erreur, un passage n'étant pas destiné à la publication a été inséré.

Nous nous en excusons auprès du Syndicat des Métaux.

Ainsi, il y a des choses qu'on ne publie pas officiellement, qu'on fait publier par d'autres, qu'on rectifie. Il y a là une cuisine infecte destinée à écœurer les travailleurs.

Quant à « l'indépendance du syndicalisme », c'est une formule bonne à tout comme nous l'avons dit.

Ainsi le président du Conseil, le ministère de l'Air, le ministère de la Défense nationale vont se réunir, des pourparlers ont lieu entre Jouhaux, Hénaff, Dount, ... et Blum, Vincent-Auriol, Sérol, etc...

« L'indépendance du syndicalisme », ça veut dire : silence à l'ouvrier socialiste membre d'une Amicale, la parole est aux radicaux et aux socialistes qui sont au ministère.

Le fascisme menace

M. de Kérilis, dans « l'Époque », vient de faire connaître son programme immédiat qui tient en cinq points :

1. Constituer un ministère de salut public de cinq ou six membres ;
2. Mettre le Parlement en congé pour un ou deux ans ;
3. Rétablir pendant le même délai la censure de la presse ;
4. Dissoudre immédiatement tous les syndicats ;
5. Réviser la Constitution.

Ce programme fasciste est publié corollairement à une campagne d'agitation en faveur d'un gouvernement de Salut public, et c'est toute une agitation propagandiste qui manifeste ses effets dans le résultat des élections de dimanche dernier.

Le communiste Lambry est, certes, élu à Pantin par 4.227 voix (3.402 au premier tour), mais aux dernières élections, les voix de gauche totalisaient 9.513 bulletins. Par contre, les fascistes (P.S.F. et P.P.F.) obtenaient 1.413 voix au premier tour et atteignaient dimanche dernier 2.161 suffrages.

Les élections du Pont-de-Flandre ne sont pas moins significatives : les communistes passent de 1.503 voix au premier tour à 1.838 voix au second ; le P.S.F. passe de 798 voix à 1.126.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.

rait-il encore affirmer qu'il est seul capable de former un gouvernement d'union parce qu'il possède seul la confiance des « masses » et que l'on ne peut rien faire sans s'appuyer sur elles ? »

La bourgeoisie ne se gêne pas pour dire à Blum et Cie : vous n'êtes pas assez maîtres des ouvriers, nous ne ferons pas l'union autour de vous, nous vous imposerons un ministère de « Salut public » : le capital a confiance dans l'union... mais l'union autour de lui directement.

UN MENSONGE

Dans toute la presse bourgeoise, depuis « le Jour » jusqu'à « l'Œuvre », en passant par « l'Ère Nouvelle » du grand ami de Staline, Herriot, on a annoncé que :

« Chez Renault, un referendum à vote secret, vendredi, a donné une très forte majorité contre la grève. »

C'EST UN FAUX : il n'y a pas eu de referendum chez Renault, il n'y a pas eu de vote secret, il n'y a donc pas eu de majorité contre la grève.

Ni « l'Humanité », ni « le Populaire », ni « le Peuple » ne relèvent ce faux. Tous sont plus empressés à torpiller la grève et à déblatérer sur les « trotskystes » qui osent appeler les travailleurs à l'action de classe.

Après le mauvais coup

Thiers et Cavaignac dépassés !

LE mauvais coup est accompli. A l'unanimité de tous les parlementaires, la Chambre vient de voter le texte gouvernemental sur l'organisation de la nation en temps de guerre, plaçant ainsi l'ensemble des ouvriers et des paysans devant le fait accompli.

L'accord s'est fait sur ces mesures de réaction, de répression et de guerre entre tous les politiciens et l'Etat-Major, réalisant effectivement l'Union sacrée de Thorez à Marin.

La loi actuelle reprend, en l'aggravant, le texte antérieurement présenté en 1927 et connu sous le nom de Loi Boncour. Poincaré-la-Guerre avait été le parrain de la loi Boncour en 1927, Blum est le parrain de la loi Boncour en 1938. La loi Boncour, acceptée par la bourgeoisie en 1927, était présentée aux masses comme un moyen de maintenir la paix et d'éviter les menaces d'une guerre considérée comme lointaine. La loi Boncour 1938 table sur la menace rapprochée d'un conflit mondial et se présente aux masses travailleuses comme le meilleur moyen d'atténuer les sacrifices inévitables résultant d'un tel conflit (défense passive, protection contre les bombardements).

La loi Boncour 1938 est enrobée de dispositions destinées à donner quelque satisfaction aux prochaines victimes jetées aux charniers : on nous dit : les députés de moins de quarante ans marcheront comme les autres ; et il n'y aura pas, cette fois, de profiteurs de guerre édifiant des fortunes sur nos sacrifices. De telles promesses, on sait ce qu'en vaut l'aune ! L'essentiel pour les travailleurs est de sauver leur vie et leur liberté contre leur propre bourgeoisie.

La loi institue un commandement unique appuyé par un Comité de guerre. Mais ce commandement unique peut être désigné dès le temps de paix et le Comité de guerre s'appelle en temps de paix Comité permanent de la défense nationale auquel tout doit être subordonné. Il dispose d'une caisse autonome et réalise ainsi toutes les conditions de l'Etat fort, pré-fasciste, destiné à juguler dès maintenant la classe ouvrière et les paysans pauvres.

Le Comité permanent absorbe et contrôle en temps de paix comme en temps de guerre les individus et les entreprises, les organisations et la presse.

L'introduction de la défense passive dans le cadre de la défense nationale amplifie encore ses moyens d'action.

L'évacuation de Paris en 48 heures, par exemple, est une mesure dont l'application en cas de conflit ouvrier permettrait une répression sauvage et atroce, sans précédent. Cavaignac n'avait pas prévu cela ! Et les Versaillais de Thiers sont largement dépassés !

N'oublions pas que l'ensemble de ces dispositions ne doit pas jouer seulement dans un avenir lointain, mais immédiatement. C'est l'ensemble de ces dispositions qui constitue la mobilisation et elle peut être ordonnée, totalement ou partiellement, non seulement en cas de conflit, mais en cas de tension permettant de craindre un conflit.

Dans ce cas, la durée des obligations militaires est prolongée de deux ans. Cela signifie que les deux plus anciennes classes de réservistes, définitivement libérées, peuvent être mobilisées au titre de la défense passive et réparties sur les différents points du territoire. Tel est l'amendement Louis Marin, adopté unanimement. Cette mesure vise évidemment à affaiblir les possibilités de résistance dans la masse des ouvriers et des paysans.

Insistons-y ! Cet ensemble redoutable menace les travailleurs et prétend les bâillonner dès le temps de paix.

la Presse



complexité pour prendre des décisions dont ils doivent d'abord évaluer les conséquences. »

Abstraction faite du style, qui rendrait jaloux cette canaille de La Rocque lui-même, Jouhaux exprime une fois de plus son mépris des travailleurs. Pour lui, il y a les meetings où on dit n'importe quoi aux travailleurs qui y comprennent ce qu'ils peuvent, et il y a les assemblées de bonzes responsables, où l'on étudie les affaires sérieuses, comme on le fait au Conseil de la Banque de France, à l'Hôtel Matignon et autres lieux aussi mal famés.

Jouhaux rejoint d'ailleurs « le Temps » dans ce mépris des ouvriers :

« Le débat de politique extérieure est toujours renvoyé à plus tard. Mais ce débat s'établit dans les usines de la métallurgie occupées et dans les meetings bruyants où les amis du ministère ne peuvent se faire entendre. »

Pour Jouhaux comme pour « le Temps » il y a des questions que les ouvriers ne sont pas susceptibles de traiter.

Les incidents de Buffalo sont également relevés par « le Temps » :

« Comment, après cela, alors que le grand chef du Syndicalisme révolutionnaire (« le Temps » fait volontairement la bête en qualifiant Jouhaux ainsi), n'est plus le maître des forces qu'il a déchaînées, M. Léon Blum pour-

VINGT JOURS D'OCCUPATION ET DE GESTION DES USINES

PENDANT le premier semestre 1920, le prolétariat italien avait poursuivi une agitation gréviste intense, tant à la campagne qu'à la ville.

Le 16 juin 1920 les Métallurgues commençaient la lutte en réclamant une augmentation de salaires repoussée le 20 juillet par la Fédération des Industriels de la Métallurgie et de la Mécanique.

A la suite de ce refus, les ouvriers avaient recours à la grève perlée, réduisant, par ce moyen, la production de moitié. Du coup, la « Corriere della Sera », organe de la toute-puissante Sidérurgie, poussait les hauts cris, parlant de « procédés immoraux » et finalement menaçait du lock-out.

Cette menace faisait déclencher, le 30 août, l'occupation des usines qui commençait par Milan.

Vingt jours de lutte

Le début du mouvement avait coïncidé avec la journée d'agitation du 29 août en faveur de la reconnaissance, par l'Italie, du gouvernement soviétique. Cette agitation grandit avec le lock-out des usines métallurgiques de Rome. Alors, le 31 août, les ouvriers milanais, craignant que leurs patrons n'imitent leurs collègues romains, décidaient de rester à l'intérieur des 289 usines de la ville.

Le lendemain, c'était au tour des ouvriers de Turin, approuvés par le Syndicat des typos de Rome, qui les incitait à « poursuivre activement la conquête du pouvoir et de l'administration ».

Le 2 septembre, les délégués ouvriers des usines occupées manifestaient leur intention d'assurer directement la gestion des fabriques et des usines, se déclarant en outre capables d'assurer aux entreprises occupées un meilleur rendement. Le même jour, Giolitti fait occuper le port de Gênes par la troupe afin de tâter le pouls du prolétariat : bagarre qui fait un tué chez les ouvriers ainsi que sept blessés, et qui motive une grève générale dans la ville. Cependant qu'à Naples, Venise, Bologne, Florence, Turin, Livourne, Plaisance, Alexandrie, etc... les ouvriers occupent les usines ou les chantiers et s'attellent aussitôt au travail.

Devant l'élargissement du mouvement, le ministre du Travail demande le 4 septembre à rencontrer d'Aragona, le secrétaire de la C.G.T., mais aucun résultat n'en sort... De sorte que le lendemain, tous les partis et groupements ou associations ouvrières, se plaçant sur le terrain de la lutte de classe, se concertent à Bologne et fondent un « Front révolutionnaire unique » (vague à tous égards, hélas !).

Trieste, Palerme, Bergame entrent à leur tour dans le mouvement. Nous sommes le 6 septembre.

Le mouvement a été si rapide et si général que Giolitti n'a pas osé intervenir ; il déclarera plus tard qu'une occupation militaire, outre qu'elle eût été délicate à réussir, l'eût amputé des forces nécessaires à la « sûreté » de l'Etat.

Il laisse donc flotter — à son corps défendant — le drapeau rouge sur les usines à l'intérieur desquelles s'organisent les conseils de fabrique ainsi que la défense et la surveillance des accès.

Le 7 septembre, deux projets ministériels, dont un portant augmentation de salaires (remboursables, il est vrai), sont repoussés.

Là-dessus, c'est au tour des patrons de faire des propositions : ils traiteront avec les délégués lorsque les ouvriers auront évacué les usines... Ceux-ci refusent. C'est alors que le gouvernement va essayer l'intimidation.

Mais le prolétariat ne se démonte pas et continue à gérer « ses » usines malgré le départ — provoqué souvent — des techniciens.

Le 9 septembre, à Sestri-Ponente, Giolitti fait braquer des canons et des mitrailleuses et cerner par des troupes les usines de la ville. Même provocation à Turin aux Docks Dora, centre d'approvisionnement des ouvriers des usines... A Trieste, un conflit sanglant entre la police et le prolétariat fait deux morts et trente blessés...

Malgré ces rencontres sanglantes ou à cause d'elles, le mouvement s'élargit encore : il est temps que d'Aragona torpille le mouvement. De fait, le 11 septembre, l'élément modéré de la C.G.T. l'emporte par 195.000 voix. C'est la fin.

Le mouvement, en dépit de nouvelles occupations, va décliner dans l'ensemble jusqu'au 20 septembre, date qui enregistrera la reconnaissance

du contrôle syndical et le renoncement aux sanctions disciplinaires...

C'est à ce moment-là qu'allait partir l'occupation des terres. Quelle jonction fructueuse et idéale entre la campagne et la ville, on eût pu réaliser !...

Gestion, contrôle et ordre prolétarien

Le Congrès de Bologne du Parti socialiste italien (5-8 octobre 1919) avait déclaré erronée l'idée de transformer la société par voie légale et proclamé la nécessité de la dictature du prolétariat. Ses phrases gauchistes devaient faire échec aux oppositions révolutionnaires, mais elles restèrent des phrases !

Dès le lendemain de la prise des usines, les ouvriers non seulement reprenaient leur travail, mais en même temps établissaient l'inventaire du matériel, nommaient leurs commissaires d'ateliers, instituaient leurs conseils de fabrique et édictaient des règlements sévères montrant la discipline qu'ils prenaient pour règle.

En même temps, les ouvriers établissaient un roulement pour permettre aux ouvriers de rentrer chez eux quotidiennement : chaque équipe faisant douze heures, huit de travail et quatre de surveillance (avec fusils et revolvers).

Le Conseil d'usine comprenait généralement trois commissions : une Commission de travail chargée de contrôler la bonne marche de l'affaire (donc de veiller au réapprovisionnement de l'usine en matières premières) ; une Commission technique composée du directeur de l'usine auquel étaient adjoints quatre chefs techniciens ; enfin une Commission administrative chargée de toute la partie comptable et financière (particulièrement de la « paye »).

Chaque Commission s'efforçait de pallier aux difficultés : le manque de techniciens se fit rapidement sentir ; la plupart des ingénieurs ne firent pas cause commune avec les ouvriers, au rebours du petit personnel technique. Le manque de matières premières ne se fit pas sentir tout le temps que s'exerça la solidarité des cheminots. Quant aux paiements des salaires, les Commissions administratives, tantôt ouvrirent les coffres-forts et distribuèrent les sommes confisquées, tantôt eurent recours aux recettes des employés de transports (trains ou trams), tantôt même se servirent des sommes préposées au paiement du terme. Les commandes ? Elles arrivaient par lettres des autres usines occupées, malgré de multiples efforts des patrons pour intercepter le courrier (ils oubliaient la solidarité des postiers).

Dans la « Bataille Syndicaliste », le député réformiste Trèves écrivait, en date du 6 septembre : « En prenant possession des usines, les ouvriers ont accompli un acte révolutionnaire. L'expérience laissera des traces profondes dans la structure sociale de l'Italie. »

Dans le même temps, Lénine écrivait à peu près en ces termes : « L'occupation et la gestion des usines par le prolétariat italien a montré sa capacité à gérer les affaires publiques. » Il ajoutait toutefois : « Les ouvriers doivent se méfier des parlementaires et des réformistes de la direction du mouvement syndical qui mettent tout en œuvre pour arrêter le cours de la révolution. »

Duperie du "contrôle syndical"

Très rapidement, le grand patronat lombard, par un réflexe infailible de classe, avait conçu la nécessité d'une habile retraite stratégique. Le « Corriere della Sera » donnait pour mot d'ordre : « Chercher à organiser cette expérience de la façon la plus prudente et la moins antiéconomique », ce qui voulait dire : donnons en gros pour mieux reprendre ensuite en détail.

On trouva le mot de la situation ; mieux le jeu de mots : « contrôle syndical » : cet assemblage était fait pour duper. Contrôle avec une acception magique ; syndicat également. Et la farce était jouée !

L'ouvrier métallo troqua son usine contre une promesse de projet de loi sur le contrôle syndical.

Le décret Giolitti fut pris quelques jours après ; il mentionnait : « les syndicats seront investis de la possibilité (sic) d'un contrôle ».

De son côté, l'autre compère, D'Aragona, avait arraché, au Conseil National de la C.G.T., en posant la question de confiance (!), l'évacuation des usines avec des arguments de ce genre : « Si le contrôle des usines est appliqué sincèrement (sic), la production sera intensifiée. L'ouvrier recourra rarement à la grève et une longue période de travail et de tranquillité suivra. » (resic).

Du coup, la « Stampa » pouvait féliciter Giolitti d'avoir réussi à canaliser cette « matière incandescente » vers le Parlement.

Et tandis que le 23 septembre, l'exemple italien trouvait des imitateurs dans une fabrique de meubles autrichienne (les alliés dont avait parlé le Comintern), de leur côté les gros requins du capital financier italien déclenchaient une campagne de presse des plus empoisonnées !...

Le fascio entre en scène

Les ouvriers italiens, en présence de l'accord Ferraris-Giolitti-D'Aragona, n'éprouvèrent à son égard qu'une satisfaction très relative. Ils eurent le sentiment qu'ils avaient été arrêtés court. Mais ils avaient évacué les usines : il était donc trop tard.

Le mécontentement se manifesta en maints endroits contre la C.G.T., notamment à Milan où trois ordres du jour impliquèrent un blâme sévère pour la C.G.T. Toute la délégation de Turin au Conseil national votèrent en bloc contre les propositions et l'accord : dans les discours revenait comme un leit-motiv une demande de blâme pour non-consultation des militants du rang et était exprimée une grande méfiance à l'égard du Parlement et du contrôle syndical voté par ce dernier.

En fait, toute la masse prolétarienne avait cru que ses dirigeants politiques et syndicaux iraient jusqu'au bout et ne trahiraient pas... Devant le chantage de Darragona, menaçant de démissionner, la masse recula.

Et dire qu'aucune fraction ne provoqua une légitime scission dans le parti socialiste pour empêcher cette trahison ! ! !

Lénine avait cependant clamé : « Si la révolution prolétarienne compte dans ses rangs des réformistes et des mencheviks, elle ne peut vaincre ni ne peut se défendre. »

Lorsqu'il vit le mouvement capté par la C.G.T., Giolitti, qui avait gardé jusque-là une apparente neutralité, brusqua les choses.

Le 14 septembre, il frappait par décret d'un droit d'entrée de 40 % « ad valorem » toute voiture automobile étrangère : bénéfice brut 3 milliards.

Cela l'autorisait à demander aux industriels de la métallurgie la concession de l'augmentation de salaire qui représentait 700 millions.

Le bénéfice net restait encore coquet.

Les industriels obtenaient ce qu'ils désiraient.

Quelques semaines ne s'étaient pas écoulées depuis l'abandon des usines par les ouvriers, que la droite réactionnaire reprenait l'offensive. Elle demandait l'arrestation des communistes libertaires, l'arrestation de tous les délégués de l'Union syndicale italienne (Malatesta fut effectivement arrêté avec ses camarades, lors de leur conférence de Bologne), l'interdiction à Zinoviev et à Losowsky de venir en Italie, et l'interdiction des réunions publiques supposées provoquer des troubles ou des conflits...

En décembre, les « fasci di combattimento » (ligues de combat) entraient en scène et jetaient des bombes à Bologne.

Le même mois, Mussolini émettait la prétention de tenir son congrès des Fasci le même jour, à la même heure, dans la même ville que le congrès du parti socialiste réformiste...

Tout cela regonflait le moral de la bourgeoisie italienne. Elle allait désormais se vouer aux bandes irrégulières de « hardis » qu'elle préférait maintenant aux gens d'armes et aux gardes royaux.